

Elections Législatives des 23 et 30 Novembre 1958

DEPARTEMENT DU TARN

2^{me} Circonscription

PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.



Mes chers Concitoyens,

Les Elections Législatives des 23 et 30 Novembre prochains constituent le premier acte de la mise en place des institutions nouvelles de la V^{me} République, définies par la Constitution que le peuple de France a adoptée le 28 septembre à une forte majorité.

Leur importance, dans les circonstances présentes, revêt une exceptionnelle gravité. La Constitution, a-t-on dit, vaudra par les hommes qui auront la charge de l'appliquer. *La République subsistera si, dans le pays, les Républicains sont suffisamment nombreux pour la défendre.*

Désigné par l'unanimité des militants socialistes de la Circonscription Castres-Mazamet comme porte-drapeau du Parti Socialiste S.F.I.O., auquel j'appartiens depuis plus de trente ans, j'éprouve une grande fierté devant cette marque d'affectueuse sympathie, en même temps que je mesure la lourde responsabilité qu'entraîne cet honneur.

A l'heure où tant d'hommes politiques à l'affût de « slogans », à défaut de programme, parlent de renouveau, de rajeunissement, de changement d'étiquettes et d'élus représentatifs, le Parti Socialiste affirme que les solutions ne sont pas là.

Certes, les institutions n'étaient pas parfaites et elles devaient, tôt ou tard, être révisées. Il devenait impossible, au nom de la Démocratie, de conserver des méthodes qui privaient le pays de Gouvernement et les Gouvernements d'autorité. La Démocratie allait à la dérive.

Elle n'a pas sombré, elle est aujourd'hui convalescente, sur la voie de la guérison.

Mais il faudra de longs mois pour que la France retrouve son équilibre.

Et ceux qui, aujourd'hui, se livrent à des jeux fantasques, puérils et vains, cherchent par des artifices à accabler les autres de leurs propres fantes, risquent de rendre inhabitable l'édifice, encore fragile, mis à notre disposition.

L'avenir ne se construit pas ainsi.

Le Parti Socialiste ne craint pas de confronter son action avec les faits. Il souhaite trouver en vous des femmes et des hommes qui puisent des leçons dans la réalité parfois très dure.

Sans forfanterie mais sans faiblesse, il est prêt à se soumettre à la critique souvent facile, apanage des hommes libres.

Mais la critique serait-elle juste si elle englobait les uns et les autres, sans restriction aucune, dans une même réprobation ?

Le Parti Socialiste a courageusement pris les responsabilités les plus lourdes, en 1956, dans une Assemblée où il ne disposait que de cent élus sur six cents.

Qui oserait affirmer que Guy MOLLET n'a pas rempli noblement son devoir, amélioré la condition du Monde du Travail, redonné confiance au Pays et lui a retrouvé une audience internationale à laquelle nous n'étions plus habitués.

Pendant 16 mois, il a su insuffler du sang nouveau à l'Economie nationale, sauver l'Algérie menacée et convoitée de partout et préparer, par d'audacieuses réformes, un avenir meilleur pour notre jeunesse.

Notre fidélité à l'égard des institutions républicaines n'a jamais pu être contestée. Elle a été parfaite et sans défaillance.

Mais la droite classique, les poujadistes et les communistes ont chassé Guy MOLLET et plongé, dès ce moment, le Pays dans l'Aventure

Finie la stabilité ministérielle ! Interrompue l'expansion économique ! Arrêté le freinage des prix !

La conclusion était inévitable.

Le Pays désarmé a assisté passivement au déroulement des événements de Mai et approuvé, reconnu, dans son ensemble, l'héroïque position prise par le PARTI SOCIALISTE POUR SAUVER LA REPUBLIQUE.

Ne pas reconnaître cet effort, nier que la présence de Guy MOLLET au sein du Gouvernement de Gaulle conditionnait le retour à une vie normale et préparait pour demain le libre fonctionnement des Institutions rénovées, c'est délibérément falsifier la vérité.

Le But de ceux qui nient, qui tentent de s'approprier les mérites des autres est clair : faire élire une Chambre réactionnaire.

Ils veulent, sous des étiquettes les plus diverses et sous couvert de l'unité française, tromper le corps électoral.

Mais on ne résoud pas les problèmes économiques, financiers et sociaux à coups de clafrons.

Il faut les prendre résolument un à un et leur apporter des solutions raisonnables.

Le Parti Socialiste connaît les besoins de notre économie et son programme minimum de gouvernement est adapté aux circonstances.

J'en rappelle les grandes lignes :

1. **mieux répartir les richesses nationales par** : la sécurité du travail et de la vieillesse ; une juste distribution des charges entre les citoyens : pour les paysans, artisans et commerçants, l'attribution d'avantages égaux à ceux des autres catégories de travailleurs ; une réforme fiscale profonde.

2. **Accroître le revenu national et assurer le plein emploi** c'est-à-dire la suppression permanente de toute forme de chômage en dotant l'industrie et l'agriculture des moyens nécessaires pour s'adapter au monde actuel et à la concurrence internationale, en permettant notamment aux jeunes de poursuivre leurs études aussi loin que leurs attitudes le permettent.

3. **Maintenir et développer les libertés politiques** dont la défense est inséparable du respect de la personne humaine et de la laïcité de l'Etat.

4. **Mettre fin à la crise algérienne** qui est à l'origine des difficultés politiques récentes et dont la prolongation constitue un danger, aussi bien pour nos libertés que pour nos finances, notre économie, notre développement social et notre position internationale, par une politique de négociation avec les représentants qualifiés de la population algérienne.

5. **Politique internationale** : Effort accru en faveur du désarmement ; poursuite de la construction de l'Europe et adaptation de l'économie française au Marché Commun ; maintien de notre sécurité collective.

Citoyennes, Citoyens,

Telles sont les tâches urgentes à entreprendre pour assurer le redressement national et à l'accomplissement desquelles je convie tous ceux qui aspirent en un avenir meilleur pour l'ensemble des travailleurs.

Espoir de la masse du peuple français et rempart de la République, le Parti Socialiste vous appelle.

Il appelle tous les jeunes, avides d'un avenir largement ouvert ;

Il appelle les vieux que la nation doit prendre en charge parce qu'ils ont consacré leur vie au travail ;

Il appelle les travailleurs des villes et des champs, manuels et intellectuels, à seconder par leur appui enthousiaste l'œuvre de rénovation nationale qu'il veut entreprendre pour le bien du pays.

Electrices, Electeurs,

Ayant toujours vécu dans la Circonscription de Castres-Mazamet, dont je connais les besoins si divers, je m'adresse à vous en toute confiance.

Interprète fidèle de votre volonté, je saurai en conscience et avec dévouement défendre notre belle circonscription sans oublier les intérêts supérieurs de la nation.

Pour la République, Pour la Justice Sociale, Pour la Liberté, Pour la Paix, votez tous pour le candidat du Parti Socialiste et de l'Union des Gauches

Léon ROUZAUD,

Conseiller Municipal de Castres

René FABRE,

Maire de Labastide-Rouairoux.